

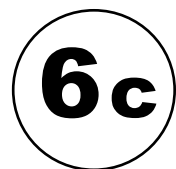
# **Commune de JOUY-SOUS-THELLE**

## **PLAN LOCAL D'URBANISME**

### **APPROBATION**

Vu pour être annexé à la  
délibération en date du :

12 FEV. 2021



## **ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA FORET

—◆—  
S.I.A.C.V. DU RU DU MESNIL

—◆—  
*COMMUNE DE JOUY-SOUS-THELLE*

—◆—  
**ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**



**SOGETI**

Agence de COMPIEGNE

ZAC de Mercières - Les Tertiales - 4 rue Niepce - 60471 COMPIEGNE Cedex  
Tél : 03.44.23.10.89 - Fax : 03.44.23.11.07  
E.mail : sogeti\_COMPIEGNE@compuserve.com

Siège social :

387, rue des Champs B.P. N° 509 - 76235 BOIS-GUILLAUME Cedex  
Tél : 02.35.59.49.39 - Fax : 02.35.59.84.94  
E.mail : sogeti@compuserve.com

Autres Agences :

ALENCON - CAEN - ST DENIS DE LA REUNION - VILLENEUVE D'ASCQ

◆◆◆◆◆◆◆◆

## SOMMAIRE

◆◆◆◆◆◆◆◆

<b><u>INTRODUCTION</u></b> .....	1
<b><u>I – PRESENTATION GENERALE</u></b> .....	1
I.1 – OBJET DU DOSSIER .....	1
I.2 – DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT .....	2
I.3 – PRÉSENTATION DE LA COMMUNE .....	3
I.3.1 – Situation géographique .....	3
I.3.2 – Habitat et démographie .....	3
I.3.3 – Géologie et hydrogéologie .....	4
I.3.4 – Consommation en eau potable .....	4
I.3.5 – Etat actuel de l'assainissement de la commune .....	4
<b><u>II – PRESENTATION DU ZONAGE RETENU PAR LA COMMUNE</u></b> .....	5
<b><u>III – L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u></b> .....	6
III.1 – LE RÉSEAU .....	6
III.2 – L'ÉPURATION .....	6
III.3 – L'ENTRETIEN DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	7
III.4 – COÛTS DU PROJET .....	8
<b><u>IV – ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</u></b> .....	10
IV.1 – DESCRIPTION DES FILIÈRES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	10
IV.2 – CONTRAINTES À PRENDRE EN COMPTE .....	11
IV.3 – LE CONTRÔLE ET L'ENTRETIEN DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	11
IV.3.1 – Le contrôle .....	11
IV.3.2 – L'entretien .....	12
IV.4 – COÛTS DU PROJET .....	12
<b><u>V – EAUX PLUVIALES</u></b> .....	13
<b><u>CONCLUSION</u></b> .....	14

## **INTRODUCTION**

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement adaptés au contexte local et aux besoins du milieu naturel.

Ce zonage permettra à chaque commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées sur leur territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme, réglementaire et opérationnel.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier dans la mise en place d'un assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de réhabilitations d'installations existantes.

## **I – PRESENTATION GENERALE**

### **I.1 – Objet du dossier**

**L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992** attribue de nouvelles obligations aux communes et à leurs groupements, notamment :

– **la délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif.**

Ces nouvelles obligations sont inscrites dans le code général des collectivités territoriales à l'article L 2224-10.

**Le décret du 3 juin 1994** relatif à la collecte et au traitement des eaux usées précise que le dossier de zonage doit être soumis à enquête publique.

Les objectifs du présent dossier d'enquête publique sont l'information du public et le recueil de ses observations sur la délimitation du zonage ainsi que la présentation des règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer pour le service public d'assainissement sur le territoire de la commune.

Ce dossier fait suite à l'étude de Schéma Directeur d'Assainissement établie en 1996 par le Bureau d'Etudes Techniques SOGETI et à la délibération du Conseil Municipal du 10 janvier 1997

## **I.2 – Description technique de l'assainissement**

### **• Assainissement collectif**

*L'assainissement collectif a pour objet la collecte des eaux usées, leur transfert par un réseau public, leur épuration, l'évacuation des eaux traitées vers le milieu naturel et la gestion des sous-produits de l'épuration.*

Plusieurs modes de traitement peuvent être envisagés à l'aval d'un réseau collectif (lit bactérien, boues activées, lagunage, filtre à sable, etc...). Ceux-ci dépendent notamment de la charge de pollution à traiter, et de la sensibilité du milieu récepteur (qualité des cours d'eau, exutoire existant ou non, ...) du type de réseau (séparatif : la collecte des eaux usées et pluviales est séparée ; unitaire : les eaux usées et pluviales sont recueillies dans un réseau unique).

Le réseau de collecte public se compose d'un collecteur principal et de la partie des branchements située sous la voie publique. Le collecteur est à la charge de la collectivité. Les travaux de branchement pour les habitations construites antérieurement à la réalisation du réseau peuvent être exécutés d'office par la collectivité et peuvent être facturés au particulier par la collectivité au coût effectif des travaux, déduction faite des aides accordées.

Le raccordement en domaine privé à la charge des particuliers concerne les ouvrages à réaliser entre l'habitation et la boîte de branchement.

### **• Assainissement non collectif**

*L'assainissement non collectif (quelque fois appelé autonome ou individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques des logements non raccordés à un réseau public d'assainissement.*

Il existe différentes techniques d'épuration allant du traitement des eaux usées par le sol en place jusqu'à un traitement dans un sol artificiel reconstitué.

### **• Assainissement pluvial**

Dans l'état actuel, l'évacuation des eaux pluviales peut être assurée de différentes façons :

- fossés naturels,
- réseaux pluviaux ouverts ou enterrés,
- réseaux unitaires dirigeant eaux usées et eaux pluviales vers des installations de traitement,
- par des techniques alternatives limitant les transferts d'eaux pluviales.

### **I.3 – Présentation de la commune**

#### **I.3.1 – Situation géographique**

La commune de JOUY-SOUS-THELLE s'est établie dans le pays de Thelle, vaste plaine limitée au Nord par la « boutonnière » du pays de Bray et au Sud par le Vexin.

Le bourg s'est implanté sur un élément de relief limité à l'Est par la vallée du Mesnil et à l'Ouest par le Fond St Jean.

Le hameau des Horgnes présente une morphologie de versant. Le modelé y est beaucoup moins contrasté ; la pente générale est orientée vers l'Est.

#### **I.3.2 – Habitat et démographie**

Les tableaux suivants donnent les lignes générales de l'évolution démographique de la commune (données INSEE).

	<b>Population totale</b>	<b>Nombre de logements total</b>	<b>Résidences principales</b>	<b>Logements vacants</b>	<b>Résidences secondaires</b>	<b>Taux d'occupation hab./logt</b>
1982	604	–	186	–	–	3,25
1990	742	335	237	31	67	3,13
1999	817	341	287	10	44	2,85

L'habitat comprend plusieurs ensembles distincts :

- le bourg, dense, développé essentiellement le long des RD n°3 et n°6. L'habitat ancien dominant dans le centre se prolonge généralement par des ensembles plus récents à la périphérie ;
- le hameau présente un habitat peu dense, à dominante ancienne, étiré linéairement le long d'un axe routier.



### I.3.3 – Géologie et hydrogéologie

- Géologie

La carte géologique fait état d'un substrat crayeux (craie blanche Coniacienne) masqué sur la totalité du périmètre d'étude par des formations récentes :

- LPS, limons du plateau à silex ;
- RS, formations résiduelles à silex, provenant de la dissolution de la craie et de l'accumulation sur place de l'argile et des silex résiduels.

Ces dépôts récents dépassent généralement 1,5 m d'épaisseur.

- Hydrogéologie

Deux aquifères principaux sont présents :

Aquifère de la craie : Il s'agit d'une nappe libre profonde au niveau des plateaux et de surface piézométrique sub-affleurante en bas de versant (sources).

Nappes perchées : Il s'agit d'aquifères temporaires, peu profonds pouvant apparaître sur les buttes ou versants au-dessus d'un niveau argileux imperméable.

### I.3.4 – Consommation en eau potable

La consommation d'eau de la commune est de **40.446 m<sup>3</sup>** en 1998 soit **118 m<sup>3</sup>/logt/an**.

Le prix moyen actuel du m<sup>3</sup> d'eau est de **11,33 F H.T.** avec un abonnement de 91,28 F H.T..

### I.3.5 – Etat actuel de l'assainissement de la commune

Actuellement, la commune ne dispose pas de système de collecte des eaux usées.

Une enquête a été menée, lors du schéma directeur d'assainissement sur les dispositifs non collectifs des logements de la commune.

Les résultats indiquent que sur le nombre de logements ayant répondu aux questionnaire, très peu semble avoir un assainissement aux normes. En effet, pour la majorité, seule une fosse septique est utilisée avant rejet dans un puisard. Enfin, les personnes ayant répondu aux questionnaires déclaraient avoir peu de problèmes avec leur installation.

**L'état actuel des dispositifs d'assainissement de la commune ne permet donc pas de préserver la ressource en eau.**

## **II – PRESENTATION DU ZONAGE RETENU PAR LA COMMUNE**

Après délibération du Comité Syndical le 5 mai 1997 visé en préfecture le 26 mai 1997, dont l'extrait du registre est joint à l'annexe 1, le Syndicat Intercommunal des Communes de la Vallée du Ru du Mesnil a décidé de retenir le zonage suivant (plan de zonage en annexe 2) :

### **Zone d'assainissement collectif :**

- ❖ Le bourg en intercommunalité avec Le Mesnil-Théribus, Fresneaux-Montchevreuil, Senots, Fresnes L'Eguillon et Fleury.

### **Zone d'assainissement semi-collectif :**

- ❖ Hameau des Horgnes.

### **Zone d'assainissement non collectif :**

- ❖ Belle Assise.
- ❖ Habitation isolée à l'est du bourg

Ce choix de zonage d'assainissement s'appuie sur une étude technico-économique des solutions proposées dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement de 1996.

### **Assainissement collectif**

– **Sur le plan technique**, le choix de l'assainissement collectif intercommunal s'appuie sur :

- des sols défavorables à l'installation de dispositifs non collectifs sur la majeure partie du bourg. La nappe phréatique remonte à moins de 0,50 m de profondeur dans de nombreux cas, entraînant des risques d'engorgement des dispositifs.
- un habitat dense avec un parcellaire souvent restreint ou d'accès difficile, incompatible avec une réhabilitation non collective.
- L'absence d'exutoire pour les filières de traitement ; le sol est défavorable à l'infiltration.

– **Sur le plan économique**, le choix du collectif est intéressant pour les raisons suivantes :

- l'intercommunalité avec Le Mesnil-Théribus et les communes aval permet de limiter proportionnellement le coût du site de traitement.
- l'habitat dense sur le bourg permet de limiter les longueurs de canalisations ;
- l'assainissement collectif sur l'ensemble du bourg permet de faire bénéficier d'un service identique à chacun.

### **Assainissement non collectif**

L'habitat dispersé favorise la mise en place de techniques d'assainissement non collectif. L'assainissement collectif des logements concernés tendrait à accroître significativement le coût du projet.



### **III – L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

#### **L'assainissement collectif concerne :**

- ❖ Le bourg,
- ❖ Le hameau des Horgnes

Le projet sur le bourg prévoit un site de traitement réalisé en intercommunalité avec Le Mesnil-Théribus, Fresneaux-Montchevreuil, Senots, Fresnes L'Eguillon et Fleury et situé sur le territoire de la commune de Fleury.

Le hameau des Horgnes reste indépendant avec son propre système d'assainissement (réseau + épuration).

Description du projet
-----------------------

#### **III.1 – Le réseau**

La solution technique retenue consiste en une collecte de type séparatif. Les eaux usées et les eaux pluviales sont strictement séparées. 330 logements sont concernés.

Il faut :

##### Sur le bourg :

- 8.493 ml de réseau gravitaire
- 3 postes de refoulement
- 2.000 ml de canalisation de refoulement
- 300 branchements

##### Sur le hameau des Horgnes :

- 1600 ml de réseau gravitaire sous voirie
- 2 postes de refoulement
- 400 ml de canalisation de refoulement
- 41 branchements

#### **III.2 – L'épuration**

##### EPURATION POUR LE BOURG

Les effluents collectés sont acheminés vers Fleury pour un traitement intercommunal. Le site de traitement est implanté à proximité du ru du Mesnil.

La capacité de la station d'épuration est fixée à 4.500 équivalents-habitants (dont 930 pour les besoins de la commune de JOUY-SOUS-THELLE).

La station d'épuration sera de type boues activées en aération prolongée avec rejet des eaux dans un fossé en cours d'acquisition par le syndicat, qui après un parcours de près de

1 km rejoint la rivière la Troësne. Le procédé repose sur une accélération artificielle des processus biologiques naturels. Cette unité de traitement permettra un traitement poussé de la pollution carbonées et azotée.

Les éléments majeurs constitutifs de cette installation sont les suivants :

- un prétraitement constitué d'un dégrillage, d'un dessablage et d'un dégraisseur statique ou aéré ;
  - un traitement biologique comprenant un bassin d'aération
  - un clarificateur équipé d'un poste de recirculation des boues ;
- un ouvrage de concentration des boues et de stockage puis éventuellement de déshydratation.

### EPURATION POUR LES HORGNES

Les effluents collectés sont acheminés vers un site d'épuration pour un traitement par filtre à sable.

L'absence d'exutoire superficielle entraîne la nécessité de créer une aire d'infiltration pour évacuer les eaux après traitement.

### III.3 – L'entretien de l'assainissement collectif

Le Code général des Collectivités Territoriales précise que les communes ou leurs groupements sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux collectées.

Les communes ou leurs groupements doivent donc prendre en charge des dépenses liées aux investissements, à l'entretien, au contrôle de ces ouvrages d'assainissement collectif et à la gestion des sous-produits de l'épuration.

Les services d'assainissement peuvent être gérés de trois manières différentes :

- ⇒ En régie, c'est à dire directement par la collectivité, avec ses propres moyens matériels, humains ou financiers.
- ⇒ Par une délégation de tout ou partie du service à un tiers, selon la formule de l'affermage.
- ⇒ Selon un régime mixte : Régie intéressée, gérance, contrats spécifiques.

Des possibilités de prestations de service sont également envisageables.

Le coût lié à l'exploitation des dispositifs est répercuté sur le prix de l'eau.

### III.4 – Coûts du projet

Le tableau ci-dessous présente les coûts hors taxe relatifs au projet d'assainissement collectif. Les montants sont hors maîtrise d'oeuvre et divers.

DESIGNATION	INVESTISSEMENT PROPRE AU BOURG	INVESTISSEMENT PROPRE AUX HORGNES	INVESTISSEMENT GLOBAL DE L'INTERCOMMUNALITE
<b><u>Domaine public communal</u></b>			
Collecte	16.780.000 F H.T.	2.900.000 F H.T. 600.000 F H.T.	77.610.000 F H.T.
<b>Total :</b>	<b>16.780.000 F H.T.</b>	<b>3.500.000 F H.T.</b>	<b>77.610.000 F H.T.</b>
<b><u>Domaine public intercommunal</u></b>			
Collecte	2.560.000 F H.T.		21.000.000 F H.T.
Station d'épuration	1.963.000 F H.T.		9.500.000 F H.T.
<b>Total :</b>	<b>4.523.000 F H.T.</b>		<b>30.500.000 F H.T.</b>

**Les coûts liés aux investissements, au renouvellement des ouvrages et à leur exploitation sont normalement répercutés sur le prix de l'eau.**

La redevance Assainissement permet ainsi d'équilibrer le budget de l'eau et l'assainissement.

Toutefois, la collectivité peut prendre en charge une partie des dépenses d'investissements pour limiter l'augmentation du prix de l'eau (cas des communes de moins de 3.000 habitants).

Le calcul de l'impact financier du projet sur le prix de l'eau a été évalué à partir :

- De l'estimation des coûts d'investissement et d'exploitation au stade de l'avant-projet sommaire (incertitude évaluée à + ou - 15 %)
- Des subventions susceptibles d'être accordées par les partenaires financiers à savoir :

<i>Travaux communaux</i>	55 % plafonnés à 16,8 MF (OID 10%)
<i>Travaux intercommunaux</i>	70 % sans plafond
<i>Station d'épuration</i>	70 % plafonné à 6,7 MF
<i>Contrôles</i>	80 % sans plafond

- De la participation demandée au propriétaire des habitations au titre de l'article L 34 du Code de la Santé Publique

Pour mémoire, le coût actuel de l'alimentation en eau potable est de **11,33 F H.T.** avec un abonnement de 91,28 F H.T..

**L'augmentation du prix du m<sup>3</sup> d'eau serait alors compte tenu des éléments financiers actuels d'environ 23 à 33 F H.T., selon la variabilité de différents facteurs tels que une participation des budgets communaux, des aides supplémentaires du Conseil Général et de l'évolution des consommations d'eau.**

A cette surtaxe s'ajoute pour le particulier le coût des travaux de raccordement jusqu'à la boîte de branchement. Ces travaux sont habituellement estimés en moyenne à 12.000 F H.T., valeur qui peut cacher de grandes disparités selon les contraintes de raccordement propres à chaque habitation.

Le montant de la redevance d'assainissement sera stabilisé à la fin de la réalisation de l'ensemble des travaux et dépendra outre des facteurs énumérés ci-dessus :

- du coût réel des travaux et d'exploitation
- du phasage des travaux
- du montant de la participation au raccordement des immeubles
- ..

## **IV – ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

**L'assainissement non collectif concerne :** (voir plan de zonage en annexe 2).

. les maisons isolées (Belle Assise, l'habitation isolée à l'est du bourg)

Nota : Les extensions éventuelles, hors plan de zonage, seront assainies en non collectif.

### **IV.1 – Description des filières d'assainissement non collectif**

Les installations sont composées d'un dispositif de prétraitement et d'une filière de traitement.

L'arrêté du 6 mai 1996 en décrit les principales composantes (cf. annexe 8).

L'étude pédologique réalisée dans le cadre de l'étude de Schéma Directeur d'Assainissement de 1996 a permis de définir l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.

Ces sols sont inaptes à épurer et à disperser les eaux usées domestiques.

Des filières de substitution (lits filtrants drainés) doivent être mises en place pour assurer l'épuration.

La dispersion par infiltration doit rester le moyen privilégié de rejet des eaux traitées.

#### **Observations :**

Les filières préconisées ci-dessus concernent l'habitat à parcellaire vaste. Des systèmes alternatifs existants sur le marché, tels que des filtres compacts, lits bactériens, ou mini-station seront envisagés, en cas par cas pour les logements ne disposant pas d'un parcellaire suffisant. Il s'agit de filières dérogatoires au même titre que les puits d'infiltration.

## **IV.2 – Contraintes à prendre en compte**

### **A/ Contraintes sanitaires**

L'**engagement du Maître d'Ouvrage** (commune) est déterminant afin d'assurer de bonnes conditions de salubrité. Il doit entre autres **contrôler** les parties privatives (fosses toutes eaux, lit filtrant drainé) et publiques (buse de rejet, fossé, ...), des installations, mais également s'assurer de leur entretien.

Ce contrôle est imposé par l'arrêté de Mai 1996 pour application de la Loi sur l'Eau.

### **B/ Contraintes techniques**

La réalisation d'exutoire de surface ou d'aire d'infiltration à la parcelle, de fossés ou de buse suivant la densité de l'habitat.

### **C/ Contraintes sur le plan de l'urbanisme**

Pour tout terrain à construire dans la zone d'assainissement non collectif, une surface de 1.000 m<sup>2</sup> est recommandée.

Dans les secteurs à forte pente, les logements doivent être placés en retrait par rapport à la route afin d'implanter le système d'épuration en aval du logement.

## **IV.3 – Le contrôle et l'entretien de l'assainissement non collectif**

**Le contrôle est une obligation** importante de la collectivité. Il pérennisera les nouvelles installations et engendrera dans de bonnes conditions les réhabilitations de l'existant.

### **IV.3.1 – Le contrôle**

L'arrêté du 6 mai 1996 établit l'obligation pour les communes ou leurs groupements d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

La commune doit donc mettre en place un service d'assainissement assurant ce contrôle.

Celui-ci comprend :

- La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, la vérification de la bonne exécution des ouvrages doit être effectuée avant remblaiement.
- La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :

- . vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité ;
- . vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- . vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux

#### IV.3.2 – L'entretien

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 précise que la collectivité **peut** choisir d'assurer l'entretien de l'assainissement non collectif.

Les modalités d'entretien sont fixées par les articles 5 à 7 de l'arrêté du 6 mai 1996 (annexe 1).

La fréquence de vidange des boues pour les fosses toutes eaux ou septiques est de 3 à 4 ans.

#### IV.4 – Coûts du projet

Les coûts d'investissement prennent comme hypothèse une réhabilitation complète des dispositifs existants.

Il s'agit donc d'une estimation maximaliste puisque la réhabilitation des dispositifs existants pourra être dans certains cas inutile ou partielle (déterminé lors de l'étude parcellaire).

→ 4 logements sont concernés par la réhabilitation non collective.

##### Investissement :

. Coût global : 160.000 F H.T. soit environ 40.000 F H.T./logement.

##### Fonctionnement :

. Entretien : 500 F/logement/an

. Contrôle : 200 F/logement/an

##### Cas des maisons neuves :

La commune privilégiera l'implantation de constructions neuves selon le zonage de l'assainissement retenu.

L'assainissement des constructions nouvelles est soumis au contrôle de la collectivité dès lors que la construction se situe en zone d'assainissement non collectif.

La prise en charge de l'investissement incombe intégralement au nouveau propriétaire.



## **V – EAUX PLUVIALES**

La commune est équipée d'un réseau pluvial.

*Aucun problème pluvial majeur n'a été recensé sur la commune.*

Il convient cependant de respecter la gestion des eaux pluviales.

- Limiter l'imperméabilisation des sols en adaptant les cultures et les pratiques culturales.
- Limiter tout aménagement qui tend à augmenter les débits collectés tels que la suppression de fossés, l'artificialisation des surfaces.
- Contrôler le degré de pollution des eaux aux exutoires.

## **CONCLUSION**

La réglementation établit des obligations pour la collectivité et les particuliers quelque soit le mode d'assainissement considéré.

L'assainissement est un élément de la lutte contre la pollution en général, qu'il convient de ne pas négliger.

La commune de JOUY-SOUS-THELLE, par le biais de ce dossier de zonage, présente un système d'assainissement adapté techniquement et économiquement à son territoire. Il permettra de maîtriser à terme les divers rejets des eaux usées de la commune.

Parallèlement aux obligations réglementaires, le zonage de l'assainissement de la commune de JOUY-SOUS-THELLE constitue également un outil nécessaire pour l'évolution de la qualité de son environnement.

## **ANNEXES**

<b>ANNEXE 1</b>	Délibération du Conseil syndical retenant un choix de zonage
<b>ANNEXE 2</b>	Plan de zonage
<b>ANNEXE 3</b>	Schéma type d'un raccordement d'assainissement collectif
<b>ANNEXE 4</b>	Schéma type de systèmes d'assainissement non collectif
<b>ANNEXE 5</b>	Obligations des particuliers
<b>ANNEXE 6</b>	Service d'Assainissement non Collectif
<b>ANNEXE 7</b>	Arrêtés du 6 Mai 1996

### **DOCUMENTS CONSULTABLES EN MAIRIE :**

- Plan d'Occupation des Sols
- Etude de Schéma Directeur d'Assainissement réalisée par le B.E.T. SOGETI en 1996

## ANNEXE 1

### Délibération du Conseil Municipal

# COMMUNE DE JOUY SOUS THELLE

## Objet de la délibération: Schéma directeur d'assainissement

L'an mil neuf cent quatre vingt dix sept, le 10 janvier à 18 heures 30, le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni en séance ordinaire au lieu habituel de ses délibérations sous la présidence de Monsieur VALLIER Michel, Maire.

Etaient présents:

Mesdames BEUGNIET, FANCINI et BERLINGUER.

Messieurs VALLIER, KOHLI, ROSSIGNOL, DU MONT, L'HUILLIER, DASTIAN et LEFEVRE.

Etaient absents excusés:

M. CATROUX et M. DE LOR (qui ont fourni un pouvoir à M. Vallier et M. L'huillier)

Etaient absents: M. FAINIAUX et FONGE.

Nombre de membre composant l'assemblée: 10

Nombre de membre en exercice: 14

Nombre de présents ou représentés: 10 et 2 pouvoirs.

Le quorum étant atteint l'assemblée peut délibérer.

est désigné secrétaire de séance.

Le Maire rappelle que la commune a adhéré au Syndicat d'Assainissement des Communes de la Vallée du Ru du Mesnil, et que celui-ci a entrepris depuis 1994, les études de choix d'assainissement sur l'ensemble du territoire des communes adhérentes.

Leur objet était la définition des schémas directeur d'assainissement, comme préalable aux études spécifiques à chaque type de travaux devant préciser les moyens de collecte et d'épuration de nos eaux usées.

Ces études de choix, réalisées en liaison avec l'Agence de l'Eau et le Conseil Général et subventionnées par eux, sont arrivées à leur terme.

Monsieur Triquet, président du SACVRM, assisté de la DDAF, vient nous présenter les conclusions de cette étude et plus particulièrement celles concernant notre commune:

- le bourg de JOUY sous THELLE est redevable d'un assainissement collectif sur sa totalité, les effluents étant transférés par des liaisons intercommunales vers une station d'épuration, située à FLEURY.
- le hameau des Horgnes peut être redevable d'un système mixte, alliant réhabilitation de certaines installations individuelles et collecte des eaux usées des autres demeures par un réseau sous domaine public vers une épuration regroupée (filtre à sable et infiltration superficielle).

Afin de financer l'ensemble des études d'assainissement dans le budget de fonctionnement syndical, sans alourdir celui des communes adhérentes, le conseil syndical avait décidé la mise en place d'une taxe de 2 francs répercutée sur les mètres cubes distribués.

Elle a permis de collecter les sommes nécessaires aux diverses études entreprises et à entreprendre compte tenu des aides attendues des partenaires financiers.

Exclusive aux études, elle ne peut être maintenue au delà de son rôle originel, quelles que soient les futures décisions syndicales concernant les divers travaux d'assainissement à entreprendre et leur financement dans d'autres cadres réglementaires.

DÉPOSÉ  
A LA PRÉFECTURE DE L'OISE

27 MARS 1997



La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 a donné aux communes l'obligation de délimiter :

- les zones d'assainissement collectif, où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet des eaux collectées,
- celles relevant de l'assainissement non collectif, où elles sont tenues afin de protéger la salubrité publique d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et si elles le décident leur entretien.

L'étude de choix indique que l'essentiel des territoires communaux relèvent du premier cas et que pour ceux qui, à ce stade, relèvent du second la difficulté de mise en place d'installations adéquates, conduit à penser que les installations conformes et efficaces sont exceptions.

Il est impératif pour disposer des moyens de faire face à nos obligations légales, d'en déterminer les éléments techniques et financiers à un degré de précision accru, partant du constat précis de l'existant.

C'est l'objet des études spécifiques à chaque secteur d'assainissement collectif ou individuel.

Le lancement de telles études correspond à une volonté de mettre en œuvre les travaux nécessaires à la suite de l'établissement d'un plan financier pluriannuel, dans des conditions d'aides qui paraissent optimales actuellement.

Lors de sa réunion du 20 décembre 1996, le conseil syndical à l'unanimité, a :

- approuvé les conclusions de l'étude de choix aboutissant au schéma directeur d'assainissement pour l'ensemble des communes adhérentes et demandé aux conseils municipaux de se prononcer sur les conclusions concernant leur commune en indiquant leurs remarques ou leurs souhaits d'orientation des études de deuxième phase
- approuvé la suppression de la taxe syndicale de 2 Francs sur le mètre cube d'eau consommé et demandé aux conseils municipaux de la supprimer après la dernière facturation réelle de consommation d'eau 1997.
- décidé, après le recueil des avis des conseils municipaux, d'entreprendre les études spécifiques dans le but d'engager les travaux nécessaires à l'assainissement des communes adhérentes, dans le cadre d'une programmation pluriannuelle, concertée avec l'Agence de l'Eau et le Conseil Général, afin de les situer sous les meilleures augures.

Après en avoir débattu, le conseil municipal à l'unanimité :

- décide, suite à la demande du SACVRM en date du 20 décembre 1996, de supprimer la taxe syndicale de 2 Francs sur le mètre cube d'eau consommé
- approuve les conclusions de l'étude de choix aboutissant au schéma directeur d'assainissement pour sa commune.

Remarques ou souhaits d'orientation des études de deuxième phase :

- dans le hameau des Horgnes, où des installations individuelles seraient réhabilitées, les éléments techniques et financiers devront être bien appréhendés avant d'orienter définitivement le choix vers cette solution qui apparaît peut-être fiable à la longue.

- approuve la décision du SACVRM, d'entreprendre les études spécifiques dans le but d'engager les travaux nécessaires à l'assainissement des communes adhérentes,

Fait et délibéré en séance  
Pour extrait certifié conforme

le 14 Janvier 1997

le Maire

Michel VALLIER



DÉPOSÉ  
À LA PRÉFECTURE DE L'OISE  
27 MARS 1997

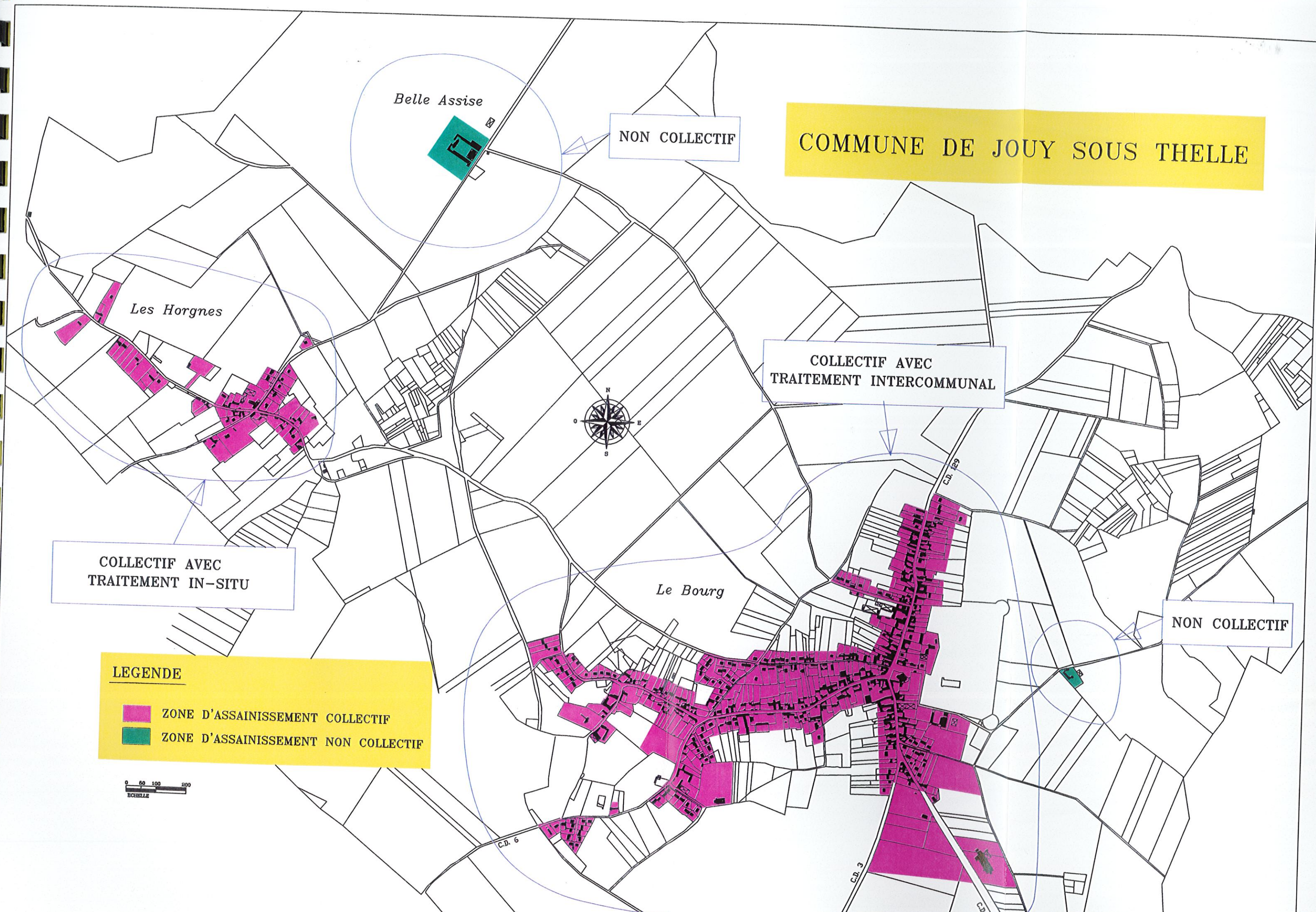


## ANNEXE 2

### Plan de zonage



COMMUNE DE JOUY SOUS THELLE



NON COLLECTIF

COLLECTIF AVEC  
TRAITEMENT INTERCOMMUNAL

COLLECTIF AVEC  
TRAITEMENT IN-SITU

NON COLLECTIF

**LEGENDE**

- ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

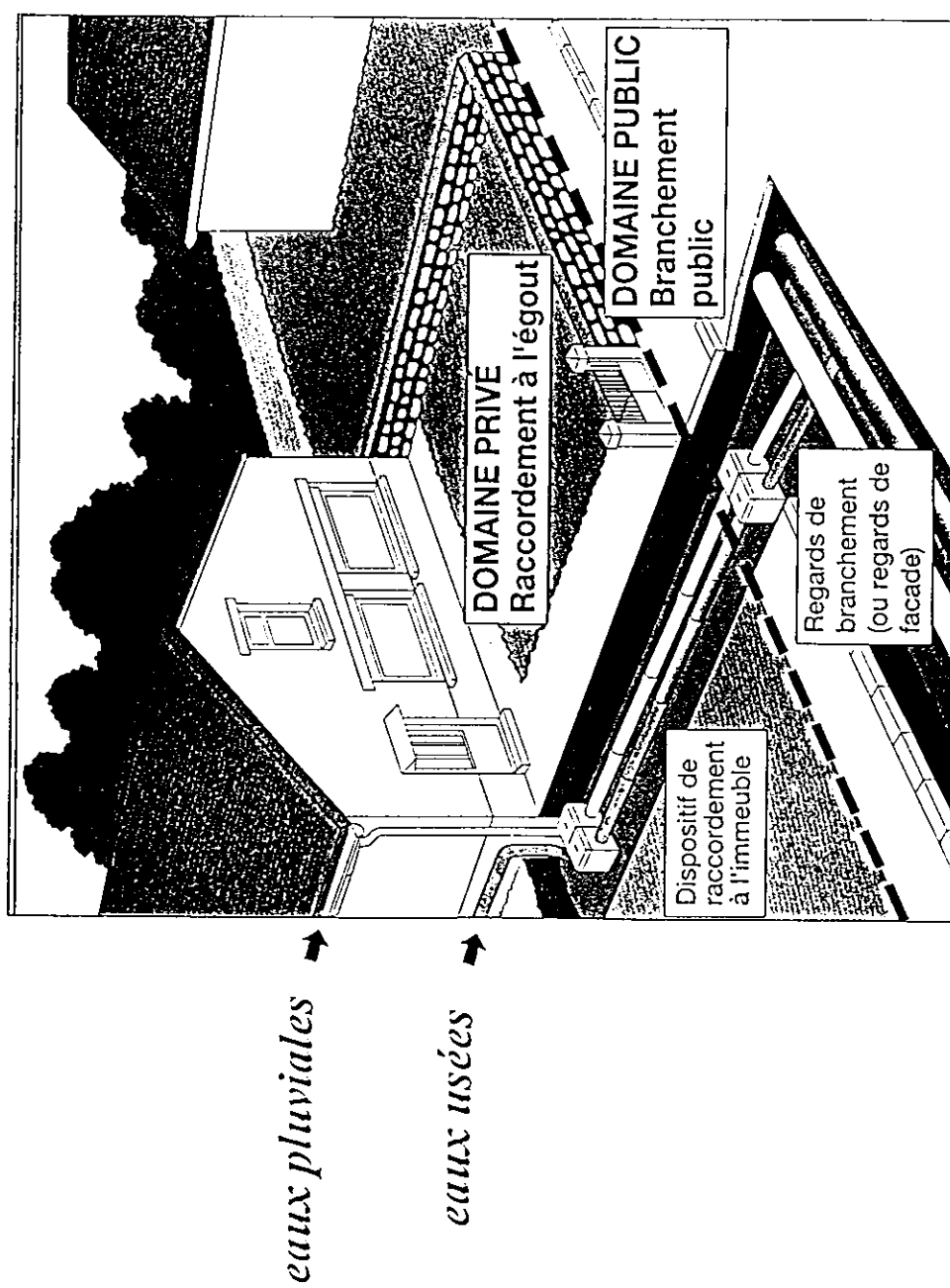




## ANNEXE 3

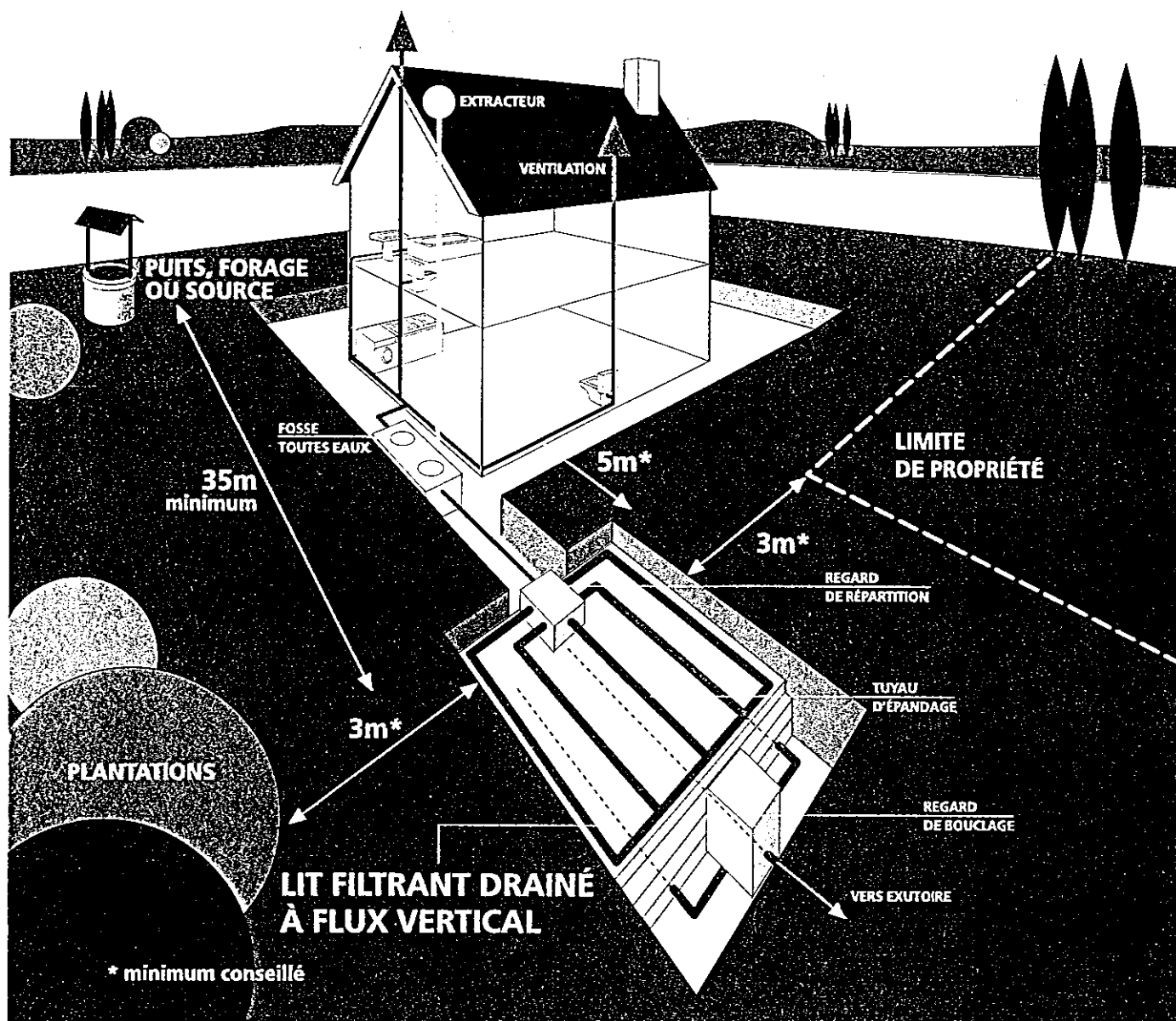
Schéma type d'un raccordement d'assainissement collectif

# Assainissement collectif



## ANNEXE 4

Schéma type de systèmes d'assainissement non collectif



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

#### CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

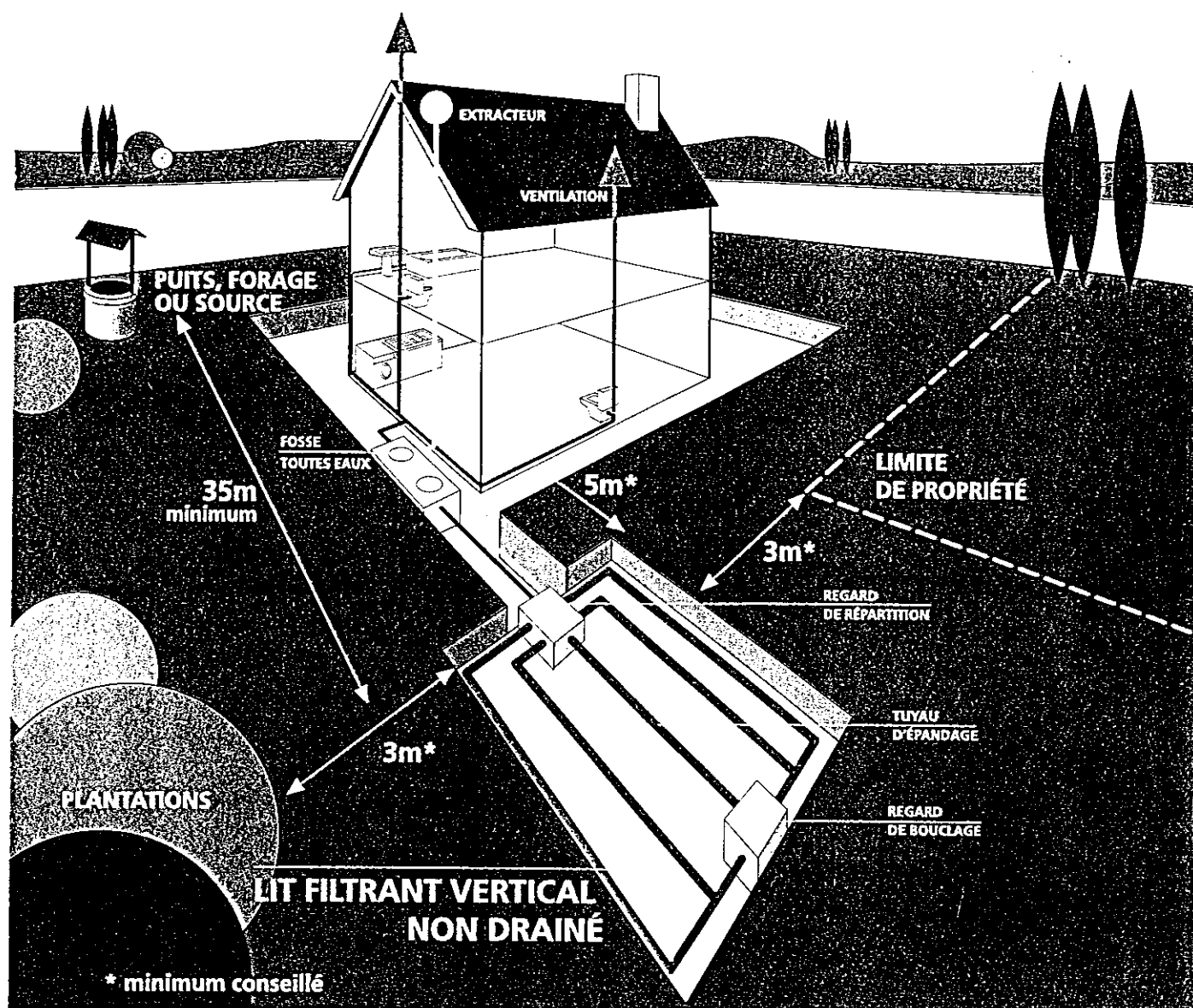
Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

- un film imperméable,*
- une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur*
- au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,*

- un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,*
- une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,*
- une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur*
- dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,*
- un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,*
- une couche de terre végétale.*

#### DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m<sup>2</sup> par pièce principale (minimum : 20 m<sup>2</sup>).



**D**ans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

#### CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

*un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,  
une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,  
une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur  
dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,  
un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,  
une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.*

#### DIMENSIONNEMENT :

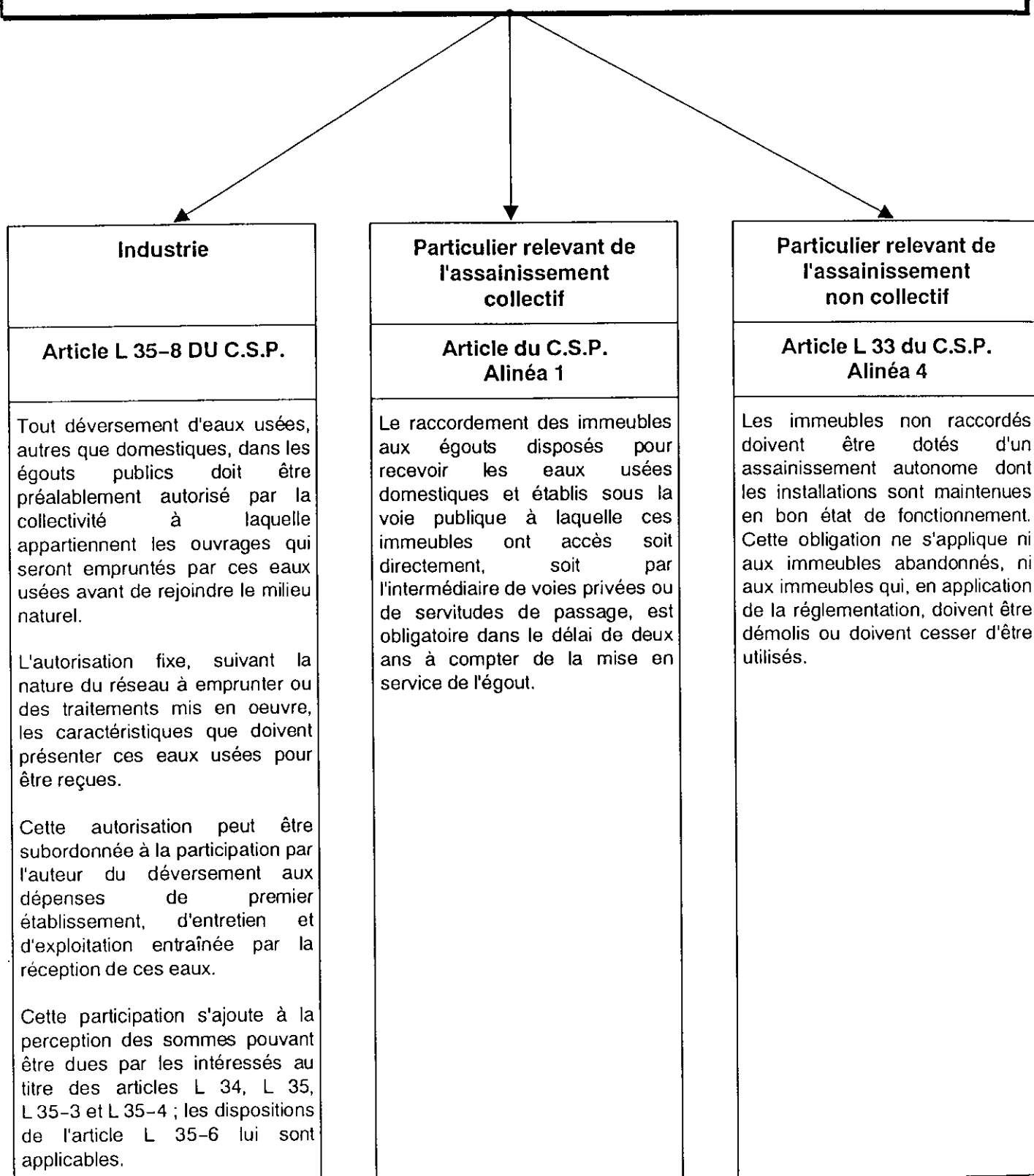
La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m<sup>2</sup> par pièce principale (minimum : 20 m<sup>2</sup>).

## ANNEXE 5

### Obligations des particuliers



# OBLIGATIONS DES PARTICULIERS EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT



C.S.P. : Code de la Santé Publique

# OBLIGATION D'ASSAINISSEMENT DES PARTICULIERS

Relevant du collectif

Relevant du non collectif

## A la suite du dépôt d'un permis de construire

Obligation de réaliser un raccordement à l'égout  
L 423-3 du C.U.

Vérification par le service instructeur sur le plan masse  
L 421-2 du C.U.

Octroi du permis

Travaux de réalisation

Paiement éventuel de la participation pour raccordement à l'égout  
L 35-4 du C.S.P.

Contrôle de réalisation par le service de police des réseaux  
L 35-1 du C.S.P.

## A la suite de la création d'un réseau

Obligation de raccordement dans un délai de deux ans  
L 33 du C.S.P. alinéa 1

Dérégulation pour raccordement difficile  
Art. L 33 du C.S.P. alinéa 2

## Maison déjà construite

Obligation de disposer d'une installation en bon état de fonctionnement  
L 33 du C.S.P. alinéa 4

Contrôle de bon état de fonctionnement par le service de l'assainissement autonome  
Arrêté du 6/05/96 art. 2-2

## A la suite du dépôt d'un permis de construire

Obligation de réaliser une installation d'assainissement autonome  
L 423-3 du C.U.

Vérification par le service instructeur sur le plan masse  
L 421-2 du C.U.

Contrôle de conception sur plan par le service de l'assainissement autonome  
Arrêté du 6/5/96 art. 2-1

Travaux de réalisation

Contrôle d'implantation et de bonne exécution par le service de l'assainissement autonome  
Arrêté du 6/05/96 art. 2.-1

Prolongation de délai éventuelle (10 ans maximum) si installation d'assainissement autonome réglementaire et en bon état de fonctionnement  
Art. L 33 alinéa 2  
Arrêté du 19/07/1960

Travaux de réalisation

Mise hors d'état de servir des installations précédentes  
Art. L 33 du C.S.P. alinéa 2  
Arrêté du 19/07/1960

Remboursement éventuel des travaux de branchement privés réalisés par la commune sous la voie publique  
L 34 du C.S.P.

Contrôle de réalisation par le service de police des réseaux  
L 35-1 du C.S.P.

C.S.P. : Code de la Santé Publique  
C.U. : Code de l'Urbanisme

## ANNEXE 6

Service d'Assainissement non Collectif

## **LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

### **1. LES PRESTATIONS QUE PEUT PROPOSER UN S.A.N.C. SONT LES SUIVANTES :**

#### **. Le contrôle**

C'est une mission obligatoire, que les collectivités doivent mettre en place. Cette mission pourra être financée par une redevance ou l'impôt communal. Cette mission doit prioritairement s'appliquer aux nouvelles habitations lors des démarches d'urbanisme : contrôle sur plan, contrôle de la réalisation sur site.

La collectivité peut s'arrêter à ce strict nécessaire et renvoyer ensuite les particuliers vers les organismes agréés pour le financement de la réhabilitation. Chaque particulier réhabilitera alors son ouvrage d'assainissement. Les particuliers pourront bénéficier des aides existantes. En cas de refus de réhabiliter et après des contrôles ayant montré l'insuffisance de l'ouvrage ainsi que des risques sanitaires, le maire pourra alors user de ses pouvoirs de police sanitaire.

#### **. L'entretien**

L'entretien peut être intégré, sous la forme du volontariat ou de la convention, comme pour la réhabilitation, dans les compétences du service de l'assainissement non collectif. On doit cependant respecter les principes de la liberté de commerce et d'industrie et cette compétence ne peut à priori pas être déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique. Si la collectivité est propriétaire des ouvrages, cette compétence lui revient naturellement.

#### **. La réhabilitation**

C'est une compétence que peuvent prendre les collectivités, à travers la procédure définie par l'article 31 de la loi n° 92.3 sur l'eau du 3 Janvier 1992. Cette procédure aboutit à une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) de la réhabilitation.

Un tel dossier de DIG devra être postérieur à l'étude diagnostic des ouvrages d'assainissement non collectif, et motivé par un souci de préservation de la qualité des eaux.

A défaut, le service d'assainissement non collectif ayant la compétence réhabilitation fonctionnera sur le principe du volontariat d'adhésion ou par une convention établissant la prestation (réhabilitation, propriété de l'ouvrage ou non par la collectivité, entretien ou non). A priori, seuls les adhérents ou signataires de la convention payeront la redevance. Pour les autres, seule la redevance liée au contrôle sera facturée.

### **2. LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF :**

Au vu de ce qui précède, il convient d'être attentif à la nature de l'information à apporter aux collectivités souhaitant prendre la responsabilité de la réhabilitation.

Trois possibilités leur sont offertes :

**a) Contrôle seul :**

La collectivité prend en charge le contrôle seul. Une politique de sensibilisation, d'information est nécessaire pour que la réhabilitation se développe efficacement. Sans cela, le contrôle lui même sera inapplicable à moyen terme. D'autre part, la création d'un service de l'assainissement non collectif ne se justifie que si le contrôle est financé par la redevance. Sinon c'est une compétence communale naturelle financée par l'impôt.

**b) Contrôle et (réhabilitation et/ou entretien) à la « carte » :**

La collectivité prend en charge le contrôle et assure la maîtrise d'ouvrage déléguée des réhabilitations sur la base du volontariat et de conventions. Elle remet ensuite l'ouvrage au particulier. Le particulier prend totalement en charge la part non subventionnée. Un inventaire peut à ce niveau être utile pour structurer la démarche de sensibilisation et d'information de la collectivité. Dans ce cas, aucune redevance n'est mise en place pour la réhabilitation. La commune intervient à la demande des particuliers. De même pour l'entretien, la commune intervient sur la base du volontariat (convention très souhaitable).

**c) Contrôle, réhabilitation et entretien**

La collectivité prend la compétence réhabilitation, entretien et contrôle. Seuls les adhérents (volontaires) au Service bénéficient de ces compétences et payent une redevance correspondante. La signature de convention est nécessaire. Le taux de non conformité doit dans ce cas être important pour faire adhérer le plus facilement possible les particuliers. Outre certaines dispositions souhaitables (DIG) à établir, il convient de faire apprécier à l'aide d'une information large les avantages et inconvénients de ce système qui sont :

**Avantages :**

- financement limité des particuliers par le biais d'une redevance comprenant le fonctionnement, l'entretien, le renouvellement, l'amortissement, le contrôle,
- récupération de la TVA sur les investissements (si la collectivité est propriétaire des ouvrages),
- intervention du service en cas de dysfonctionnement,
- renouvellement des installations après amortissement, pris en charge par la collectivité,
- maîtrise de l'entretien,
- démarche globale d'un service équivalent à celui d'un assainissement collectif.

Les particuliers sont déchargés de toute responsabilité (sauf en cas de mauvaise utilisation).

**Inconvénients :**

- Nécessité d'une procédure D.I.G., qui donne toute légitimité à la collectivité pour la réhabilitation (mais pas forcément pour l'entretien),
- Réussir à intégrer la quasi-totalité des particuliers dans ce service (signature des conventions),
- Politiques de réhabilitation très différentes entre adhérents et non adhérents au service.
- Incertitude sur la pérennité des conventions et sur les relations propriétaires-locataires.

## ANNEXE 7

Arrêtés du 6 Mai 1996



## **ARRETE DU 6 MAI 1996 MODIFIE « ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF »**

ARRETE DU 6 MAI 1996 MODIFIE, fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif

( J.O. du 8 juin 1996)

Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'environnement et le ministre délégué au logement,

vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-8 et L. 2224-10 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1, L.2 et L. 33 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-4 et R. 111-3 ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, notamment son article 26 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 16 mai 1995 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 27 juin 1995 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 7 juillet 1995,

Arrêtent :

*Texte mis à jour par le CERTU et extrait du « Guide juridique d'un service communal d'assainissement » (1998)*

### **Art. 1er**

L'objet de cet arrêté est de fixer les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

Par "assainissement non collectif" on désigne : tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

## **SECTION 1 – Prescriptions générales applicables à l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectif**

### **Art. 2**

Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés (pédologie, hydrogéologie et hydrologie). Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, nature et pente, et de l'emplacement de l'immeuble.

### **Art. 3**

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur et les objectifs suivants :

1° Assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol ;

2° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas

d'assurer leur dispersion dans le sol, et sous réserve des dispositions prévues aux articles 2 et 4. La qualité minimale requise pour le rejet, constatée à la sortie du dispositif d'épuration sur un échantillon représentatif de deux heures non décanté, est de 30 mg par litre pour les matières en suspension (MES) et de 40 mg par litre pour la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DB05).

Sont interdits les rejets d'effluents, même traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle.

Si aucune des voies d'évacuation citées ci-dessus, y compris vers le milieu superficiel, ne peut être mise en oeuvre, le rejet d'effluents ayant subi un traitement complet dans une couche sous-jacente perméable par puits d'infiltration tel que décrit en annexe est autorisé par dérogation du préfet, conformément à l'article 12 du présent arrêté.

#### Art. 4

Sans préjudice des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, règlements d'urbanisme, règlements communaux ou intercommunaux d'assainissement...), les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.

#### Art. 5

Les dispositifs d'assainissement non collectif sont entretenus régulièrement de manière à assurer :

- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Sauf circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant, les vidanges de boues et de matières flottantes sont effectuées :

- Au moins tous les quatre ans dans le cas d'une fosse toutes eaux ou d'une fosse septique ;
- Au moins tous les six mois dans le cas d'une installation d'épuration biologique à boues activées ;
- Au moins tous les ans dans le cas d'une installation d'épuration biologique à cultures fixées.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

#### Art. 6

L'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidange.

#### Art. 7

Dans le cas où la commune n'a pas pris en charge leur entretien, l'entrepreneur ou l'organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre à l'occupant ou au propriétaire un document comportant au moins les indications suivantes :

- a) Son nom ou sa raison sociale, et son adresse;
- b) L'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée ;
- c) Le nom de l'occupant ou du propriétaire ;
- d) La date de la vidange ;
- e) Les caractéristiques, la nature et la quantité des matières éliminées ;
- f) Le lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur élimination.

## **SECTION 2 – Prescriptions particulières applicables aux seuls ouvrages d'assainissement non collectif des maisons d'habitation individuelles**

### **Art. 8**

Les systèmes mis en oeuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

- a) Un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux, installations d'épuration biologique à boues activées ou à cultures fixées) ;
- b) Des dispositifs assurant :
  - soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol (tranchées ou lit d'épandage ; lit filtrant ou terte d'infiltration) ;
  - soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel (lit filtrant drainé à flux vertical ou horizontal).

### **Art. 9**

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des effluents ou au fonctionnement des dispositifs de traitement, un bac à graisses, destiné à la rétention de ces matières, est interposé sur le circuit des eaux en provenance des cuisines et le plus près possible de celles-ci.

Art. 10 – Le traitement séparé des eaux vannes et eaux ménagères peut être mis en oeuvre dans le cas de réhabilitation d'installations existantes conçues selon cette filière. Il comporte :

- a) Un prétraitement des eaux vannes dans une fosse septique et un prétraitement des eaux ménagères dans un bac à graisse ou une fosse septique ;
- b) Des dispositifs d'épuration conformes à ceux mentionnés à l'article 8.

### **Art. 11**

Les eaux vannes peuvent être dirigées vers une fosse chimique ou une fosse d'accumulation, après accord de la commune, dans le cadre de réhabilitation d'habitations ou d'installations existantes et s'il y a impossibilité technique de satisfaire aux dispositions des articles 8 et 10. Les eaux ménagères sont alors traitées suivant les modalités prévues à l'article 10.

### **Art. 12**

Les conditions de réalisation et les caractéristiques techniques applicables aux ouvrages d'assainissement non collectif visés aux articles 8 à 11 doivent être conformes aux dispositions figurant en annexe au présent arrêté.

Celles-ci peuvent être modifiées ou complétées par arrêté des ministres concernés, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, en cas d'innovation technique.

L'adaptation dans certains secteurs, en fonction du contexte local, des filières ou dispositifs décrits dans le présent arrêté est subordonnée à une dérogation du préfet.

### **SECTION 3 – Prescriptions particulières applicables aux seuls ouvrages d'assainissement non collectif des autres immeubles.**

#### **Art. 13**

La présente section est applicable aux dispositifs d'assainissement non collectif destinés à traiter les eaux usées domestiques des immeubles, ensembles immobiliers et installations diverses, qu'elle qu'en soit la destination, à l'exception des maisons d'habitations individuelles.

#### **Art. 14**

L'assainissement de ces immeubles peut relever soit des techniques admises pour les maisons d'habitation individuelles telles qu'elles sont déterminées à la section 2 du présent arrêté, soit des techniques mises en oeuvre en matière d'assainissement collectif.

Une étude particulière doit être réalisée pour justifier les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs, et le choix du mode et du lieu de rejet.

Les décanteurs-digesteurs peuvent être utilisés, comme dispositifs de prétraitement des effluents et avant épuration de ceux-ci, pour l'assainissement de populations susceptible de produire une charge brute de pollution organique (évaluée par la demande biochimique en oxygène sur cinq jours) supérieure à 1,8 Kg par jour.

#### **Art. 15**

Un bac à graisses (ou une fosse septique) tel que prévu à l'article 9 doit être mis en place, lorsque les effluents renferment des huiles et des graisses en quantité importante. Les caractéristiques du bac à graisse doivent faire l'objet d'un calcul spécifique adapté au cas particulier.

### **SECTION 4 – Dispositions générales**

#### **Art. 16**

Les prescriptions figurant dans le présent arrêté peuvent être complétées par des arrêtés du maire ou du préfet pris en application de l'article L.2 du Code de la santé publique, lorsque des dispositions particulières s'imposent pour assurer la protection de la santé publique dans la commune ou le département.

#### **Art. 17**

L'arrêté du 3 mars 1982 modifié fixant les règles de construction et d'installation des fosses septiques et appareils utilisés en matière d'assainissement autonome des bâtiments d'habitation est abrogé.

## **ANNEXE – Caractéristiques techniques et conditions de réalisation des dispositifs mis en oeuvre pour les maisons d'habitations.**

### **1. Dispositifs assurant un prétraitement**

#### **1° Fosse toutes eaux et fosse septique.**

Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants. Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

Elle doit être conçue de manière à éviter les cheminements directs entre les dispositifs d'entrée et de sortie ainsi que la remise en suspension et l'entraînement des matières sédimentées et des matières flottantes, pour lesquelles un volume suffisant est réservé.

La hauteur utile d'eau ne doit pas être inférieure à 1 mètre. Elle doit être suffisante pour permettre la présence d'une zone de liquide au sein de laquelle se trouve le dispositif de sortie des effluents.

Le volume utile des fosses toutes eaux, volume offert au liquide et à l'accumulation des boues, mesuré entre le fond de l'appareil et le niveau inférieur de l'orifice de sortie du liquide, doit être au moins égal à 3 mètres cubes pour des logements comprenant jusqu'à cinq pièces principales. Pour des logements plus importants, il doit être augmenté d'au moins un mètre cube par pièce supplémentaire.

Les fosses toutes eaux doivent être pourvues d'une ventilation constituée d'une entrée d'air et d'une sortie d'air située au-dessus des locaux habités, d'un diamètre d'au moins 100 millimètres.

Le volume utile des fosses septiques réservées aux seules eaux vannes doit être au moins égal à la moitié des volumes minimaux retenus pour les fosses toutes eaux.

#### **2° Installations d'épuration biologique à boues activées.**

Le volume total des installations d'épuration biologiques à boues activées doit être au moins égal à 2,5 mètres cubes pour des logements comprenant jusqu'à six pièces principales.

L'installation doit se composer :

- soit d'une station d'épuration biologique à boues activées d'un volume total utile au moins égal à 1,5 mètre cube pour l'ensemble du compartiment d'aération et du clarificateur, suivie obligatoirement, en aval du clarificateur et distinct de celui-ci, d'un dispositif de rétention et d'accumulation des boues (pièges à boues) d'un volume au moins égal à 1 mètre cube ou un dispositif présentant une efficacité semblable ;
- soit d'une station d'un volume total utile au moins égal à 2,5 mètres cubes pour l'ensemble du compartiment d'aération et du clarificateur, ce dernier devant présenter une efficacité semblable au piège à boues mentionné à l'alinéa précédent.

Pour des logements comprenant plus de six pièces principales, ces volumes font l'objet d'une étude particulière.

#### **3° Installations d'épuration biologique à cultures fixées.**

Pour un logement comportant jusqu'à six pièces principales, l'installation d'épuration biologique à cultures fixées comporte un compartiment de prétraitement anaérobie suivi d'un compartiment de traitement aérobie. Chacun des compartiments présente un volume au moins égal à 2,5 mètres cubes.

Le prétraitement anaérobie peut être assuré par une fosse toutes eaux. Pour des logements comprenant plus de six pièces principales, les volumes des différents compartiments font l'objet d'une étude spécifique.

## 2. Dispositifs assurant l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol

### 1° Tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain).

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire des tuyaux d'épandage placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Ceux-ci doivent être placés aussi près de la surface du sol que le permet leur protection. La longueur totale des tuyaux d'épandage mis en oeuvre doit être fonction des possibilités d'infiltration du terrain et des quantités d'eau à infiltrer.

Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 millimètres. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 millimètres.

La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 mètres.

La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux d'épandage est de 0,50 mètre minimum. Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers sans fines, d'une granulométrie 10/40 millimètres ou approchant.

La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 mètre.

Le remblai de la tranchée doit être réalisé après interposition, au-dessus de la couche de graviers, d'un feutre ou d'une protection équivalente perméable à l'air et à l'eau.

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

### 2° Lit d'épandage à faible profondeur

Le lit d'épandage remplace les tranchées à faible profondeur dans le cas des sols à dominante sableuse où la réalisation des tranchées est difficile.

Il est constitué d'une fouille unique à fond horizontal.

### 3° Lit filtrant vertical non drainé et tertre d'infiltration

Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante, un matériau plus perméable (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 mètre sous la couche de graviers qui assure la répartition de l'effluent distribué par des tuyaux d'épandage.

Dans le cas où la nappe phréatique est trop proche, l'épandage doit être établi à la partie supérieure d'un tertre réalisé au-dessus du sol en place.

## 3. Dispositifs assurant l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel

### 1° Lit filtrant drainé à flux vertical

Il comporte un épandage dans un massif de sable propre rapporté formant un sol reconstitué tel que décrit dans la présente annexe.

A la base du lit filtrant, un drainage doit permettre d'effectuer la reprise des effluents filtrés pour les diriger vers le milieu hydraulique superficiel ; les drains doivent être, en plan, placés de manière alternée avec les tuyaux distributeurs.

La surface des lits filtrants drainés à flux vertical doit être au moins égale à 5 mètres carrés par pièce principale, avec une surface minimale totale de 20 mètres carrés.

Dans le cas où la nappe phréatique est trop proche, l'épandage doit être établi à la partie supérieure d'un tertre réalisé au-dessus du sol en place.

## 2° Lit filtrant drainé à flux horizontal

Dans le cas où le terrain en place ne peut assurer l'infiltration des effluents et si les caractéristiques du site ne permettent pas l'implantation d'un lit filtrant drainé à flux vertical, un lit filtrant drainé à flux horizontal peut être réalisé

Le lit filtrant drainé à flux horizontal est établi dans une fouille à fond horizontal, creusée d'au moins 0,50 mètre sous le niveau d'arrivée des effluents.

La répartition des effluents sur toute la largeur de la fouille est assurée, en tête, par une canalisation enrobée de graviers 10/40 millimètres ou approchant dont le fil d'eau est situé à au moins 0,35 mètre du fond de la fouille.

Le dispositif comporte successivement, dans le sens d'écoulement des effluents, des bandes de matériaux disposés perpendiculairement à ce sens, sur une hauteur de 0,35 mètre au moins, et sur une longueur de 5,5 mètres :

- une bande de 1,20 mètre de gravillons fins 6/10 millimètres ou approchant ;
- une bande de 3 mètres de sable propre ;
- une bande de 0,50 mètre de gravillons fins à la base desquels est noyée une canalisation de reprise des effluents.

L'ensemble est recouvert d'un feutre imputrescible et de terre arable.

La largeur du front de répartition est de 6 mètres pour 4 pièces principales et de 8 mètres pour 5 pièces principales ; il est ajouté 1 mètre supplémentaire par pièce principale pour les habitations plus importantes.

## 4. Autres dispositifs

### 1° Bac à graisses

Le bac à graisses (ou bac dégraisseur) est destiné à la rétention des matières solides, graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères.

Le bac à graisse et les dispositifs d'arrivée et de sortie des eaux doivent être conçus de manière à éviter la remise en suspension et l'entraînement des matières grasses et des solides dont l'appareil a réalisé la séparation.

Le volume utile des bacs, volume offert au liquide et aux matières retenues en dessous de l'orifice de sortie, doit être au moins égal à 200 litres pour la desserte d'une cuisine ; dans l'hypothèse où toutes les eaux ménagères transitent par le bac à graisses, celui-ci doit avoir un volume au moins égal à 500 litres.

Le bac à graisse peut être remplacé par une fosse septique.

### 2° Fosse chimique

La fosse chimique est destinée à la collecte, la liquéfaction et l'aseptisation des eaux vannes, à l'exclusion des eaux ménagères.

Elle doit être établie au rez-de-chaussée des habitations.

Le volume de la chasse d'eau automatique éventuellement établie sur une fosse chimique ne doit pas dépasser 2 litres.

(Arrêté du 3 décembre 1996) Le volume utile des fosses chimiques est au moins égal à 100 litres pour un logement comprenant jusqu'à trois pièces principales. Pour des logements plus importants, il doit être augmenté d'au moins 100 litres par pièce supplémentaire.

La fosse chimique doit être agencée intérieurement de telle manière qu'aucune projection d'agents utilisés pour la liquéfaction ne puisse atteindre les usagers.

Les instructions du constructeur concernant l'introduction des produits stabilisants doivent être mentionnées sur une plaque apposée sur l'appareil.

### 3° Fosse d'accumulation

La fosse d'accumulation est un ouvrage étanche destiné à assurer la rétention des eaux vannes et, exceptionnellement, de tout ou partie des eaux ménagères.

Elle doit être construite de façon à permettre leur vidange totale.

La hauteur du plafond doit être au moins égale à 2 mètres.

L'ouverture d'extraction placée dans la dalle de couverture doit avoir un minimum de 0,70 par 1 mètre de section.

Elle doit être fermée par un tampon hermétique, en matériau présentant toute garantie d'oint de vue de la résistance et de l'étanchéité.

### 4° Puits d'infiltration.

Un puits d'infiltration ne peut être installé que pour effectuer le transit d'effluents ayant subi un traitement complet à travers une couche superficielle imperméable afin de rejoindre la couche sous-jacente perméable et à condition qu'il n'y ait pas de risques sanitaires pour les points d'eau destinés à la consommation humaine.

La surface latérale du puits d'infiltration doit être étanche depuis la surface du sol jusqu'à 0,50 mètre au moins au-dessous du tuyau amenant les eaux épurées . Le puits est recouvert d'un tampon.

La partie inférieure du dispositif doit présenter une surface totale de contact (surface latérale et fond) au moins égale à 2 mètres carrés par pièce principale.

Le puits d'infiltration doit être garni, jusqu'au niveau du tuyau d'amenée des eaux, de matériaux calibrés d'une granulométrie 40/80 ou approchant.

Les effluents épurés doivent être déversés dans le puits d'infiltration au moyen d'un dispositif éloigné de la paroi étanche et assurant une répartition sur l'ensemble de la surface, de telle façon qu'ils s'écoulent par surverse et ne ruissellent pas le long des parois.



## **ARRETE DU 6 MAI 1996 « CONTROLE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF »**

ARRETE DU 6 MAI 1996 – fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif

( J.O. du 8 juin 1996)

Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'environnement et le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1, L.2, L.33 et L.35-10 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111-3 ;

Vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, notamment son article 26 ;

Vu l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 13 mai 1995 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 27 juin 1995 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 7 juillet 1995,

Arrêtent :

### **Art. 1**

L'objet de cet arrêté est de fixer les modalités du contrôle technique exercé par les communes, en vertu des articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, sur les systèmes d'assainissement non collectif tels que définis par l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

### **Art. 2**

Le contrôle technique exercé par la commune sur les systèmes d'assainissement non collectif comprend :

1. La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement ;

2. La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité ;
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut être effectué.

Des contrôles occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage (odeurs, rejets anormaux) ;

3. Dans le cas où la commune n'a pas décidé la prise en charge de leur entretien :

- la vérification de la réalisation périodique des vidanges ;
- dans le cas où la filière en comporte, la vérification périodique de l'entretien des dispositifs de dégraissage.

### **Art. 3**

L'accès aux propriétés privées prévu par l'article L. 35-10 du code de la santé publique doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable.

### **Art. 4**

Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle doivent être consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.